

Horaires : il est urgent de ne pas attendre !

De nos jours, la désorganisation s'est installée dans la profession pharmaceutique. Dans certains départements du Royaume, certains pharmaciens, au lieu de sauver une entreprise condamnée par la recherche de profits accrus, ont choisi de fermer à la carte, ignorant l'impact que cela a sur leurs pairs respectueux de l'éthique et de la qualité. Pourtant, l'article 111 de la loi 17-99 sur le médicament et de la pharmacie stipule : «Le pharmacien d'officine est soumis à des sanctions disciplinaires, de responsabilité d'ouverture et de fermeture des officines, de service public ainsi que les modalités selon lesquelles doit être assuré le service de garde. Les horaires de fermeture ainsi que les modalités selon lesquelles doit être assuré le service de garde sont fixés par le gouverneur de la préfecture ou de la région sur proposition du Conseil régional des pharmaciens.»

Afin de maintenir l'ordre et garantir l'approvisionnement continu en médicaments, après minuit, une préoccupation majeure pour atteindre les pharmaciens indépendants, les gouverneurs ont pris des mesures pour les contraindre à respecter les horaires de service. Malheureusement, cette initiative n'a pas été appliquée dans toutes les villes, expliquant ainsi les problèmes persistants, confirmant ainsi l'adage arabe : «n'y a pas de chats dans un Douar sans muezzin».

Cette situation suscite des inquiétudes.

impact sur l'activité de nombreux pharmaciens dont les chiffres d'affaires fondent comme neige au soleil. Ces professionnels se retrouvent pris entre le marteau et l'enclume: soit ils enfreignent la loi pour tenter de sauver leur entreprise, soit ils maintiennent le cap en dépit des pertes qu'ils essuient, espérant faire valoir leurs droits en multipliant les recours judiciaires et les plaintes.

Cette dérégulation ne fera qu'empirer, d'autant plus que le projet de régionalisation de l'Ordre tarde à se concrétiser et que les conseils régionaux existants n'ont pas organisé d'élections depuis 2019.

Quant à l'exercice personnel exigé par la loi 17-04, il soulève des questions cruciales : Quand un pharmacien ouvre son officine plus de 20 heures par jour et 7 jours sur 7 : Est-il toujours présent dans sa pharmacie? Respecte-t-il le Code du travail ?

Dans l'attente de la résolution de ces problèmes par les autorités compétentes, on ose espérer que des mesures concrètes seront prises pour remédier à ces dysfonctionnements. Faute de quoi, la profession pharmaceutique risque de périr, mettant un terme à une noble tradition qui a longtemps fait la fierté de ses membres, guidés par un sens aigu de l'éthique et de l'organisation.